

# LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE ET INTERNATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في  
الصحافة الوطنية و الدولية

01/02/2013

## Réforme de la justice, Le CNDH apporte sa pierre à l'édifice

Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) a élaboré un mémorandum sur la loi organique relative au Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ) en vue de contribuer au débat citoyen relatif à la réforme de la justice. Le texte présente une série de recommandations visant à renforcer la position du Conseil supérieur du pou-

voir judiciaire dans le processus de réglementation des opérations électorales et à assurer une représentation équitable des femmes magistrats conformément aux dispositions constitutionnelles en matière de parité. Le CNDH propose, en outre, que la loi organique consacre certains droits et devoirs fondamentaux des membres du CSPJ et renforce les garanties relatives à l'évaluation des magistrats. Les préconisations de ce mémorandum, adoptées en plénière du Conseil, ont été élaborées sur la base des référentiels normatifs et déclaratifs aux niveaux

national et international, notamment les dispositions constitutionnelles relatives au pouvoir judiciaire, les recommandations pertinentes de l'Instance équité et réconciliation, le Pacte international sur les droits civils et politiques, les principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature, les principes de Bangalore sur la déontologie judiciaire, la charte européenne sur le statut des juges, ainsi que les mémorandums des ONG marocaines et internationales sur la réforme de la justice, indique un communiqué du CNDH.

3/808



## Réparation 6786716 communautaire Un bilan plutôt positif

L'un des volets essentiels dans le processus marocain de réconciliation était le programme de réparation communautaire. Dès le début, l'idée s'est révélée perspicace. En 2004, Benzekri et son équipe s'étaient déplacés à Agdz. L'objectif était de débattre des modalités à suivre pour préserver la mémoire.

Certains acteurs locaux de la province de Zagora avaient déjà développé l'idée de prendre en considération les populations des sites où il y a eu des centres de détention secrets ou ayant vécu au rythme d'événements sociaux. Ils sont doublement victimes, du fait de la situation de leurs zones, mais aussi d'une exclusion des programmes de développement en deçà de la moyenne nationale. Réhabiliter la mémoire, c'est aussi entreprendre une réconciliation avec ces populations, que ce soit au Rif, à Khénifra, Figuig, Tinghir, Agdz, Tagounit, Hay Mohammadi ...

L'idée de la réparation communautaire était donc née dans la foulée d'une pensée collective qui n'avait pas d'antécédent à l'échelle internationale. Au début, il fallait mettre en place une plateforme institutionnelle. Celle-ci avait réuni acteurs associatifs, autorités et services extérieurs.

Le succès d'un tel programme dépendait aussi de cette harmonie entre ces différents acteurs non habitués à œuvrer de concert. Toutes les suspensions devaient être dépassées. C'était difficile à l'époque, mais il fallait avancer.

**Mustafa Elouizi**  
Suite page 6



## Réparation <sup>6786-6</sup> communautaire, un bilan plutôt positif

*Suite de la première*

**A**u préalable, chaque province avait élaboré son plan d'action qui s'était articulé autour de quatre axes principaux: L'appui des compétences, la préservation de la mémoire, l'amélioration des conditions de vie des populations et la promotion des conditions des femmes et des enfants.

Le fonds mobilisé a atteint le montant de 159,7 millions de DH, versé par le gouvernement (95 millions de DH); l'Union européenne, UNIFEM (près de 40 millions de DH), le CNDH (10,5 millions de DH), la CDG 7 (6 millions de DH), les associations (5,8 millions de DH).

Pour Abderrahim Chahid, coordinateur du programme de la réparation communautaire, une telle expérience est riche en enseignements. Il y a lieu d'abord et avant toute démarche pratique, de souligner la nécessité de mettre en place une méthodologie qui dissipe le flou et l'ambiguïté entourant l'indemnisation individuelle et les autres projets de développement.

Ensuite, il est impératif d'impliquer tous les techniciens et cadres des différents centres de décision. Enfin, il faut faire en sorte que ce programme soit le tremplin vers la concrétisation des droits économiques et sociaux, étant donné la fragilité des zones ciblées par ces programmes.

M.E



Mohamed Essabbar ٤٦٨٦٦

## “Le CNDH va se prononcer sur le degré de vérité de chaque dossier en suspens”

*Secrétaire général du CNDH, Mohamed Essabar maîtrise bien son sujet. Il a aussi bien l'esprit de détail que celui des grandes idées qui sous-tendent le projet de la réconciliation. Ce n'est pas étonnant, quand on sait qu'il était lui-même victime des années de plomb, l'un des fondateurs du Forum vérité et Justice et l'un de ses anciens présidents. Il était également vice-président et plusieurs fois membre de l'AMDH, et avocat au barreau de Rabat. Il a suivi plusieurs affaires relatives aux graves violations des droits de l'Homme. Entretien.*

**Libé :** Quel bilan faites-vous de la réconciliation nationale ?

**Mohamed Essabbar :** Le bilan que nous faisons au sein du Conseil est globalement positif. Avant de vous donner des chiffres, je voudrais souligner d'abord que la période traitée par l'ancienne Instance Équité et Réconciliation (IER) était des plus longues en matière de justice transitionnelle : 1956 - 1999. Ensuite, je remarque que personne n'a été contre les recommandations de cette instance présidée par feu Benzekri, lui-même victime des années de plomb. Les approches suivies dans le processus sont reconnues à l'échelon international (genre, participation, droit, politique et institutionnelle, auditions publiques...), tout

en laissant la possibilité aux victimes non satisfaites de recourir à la justice.

Au niveau de l'indemnisation individuelle, il y a eu 17.000 personnes. Pour ce, on avait eu recours à des approches reconnues. Au niveau de l'intégration sociale, une grande partie de cas a été réglée, et il nous reste quelque trois cents cas à résoudre prochainement. Mais, il ne faut pas oublier que le mandat de l'IER concernait des investigations sur les violations graves des droits de l'Homme. Il y a eu aussi l'adoption d'autres approches, telle que la réhabilitation médicale, sociale et administrative.

**Le mandat de l'IER avait mis en avant le volet réparation communautaire. Que pouvez-vous dire dans ce sens ?**

Ce programme visait à entreprendre une réconciliation des populations ayant souffert de l'existence de centres de détention secrets sur leur sol. Celui-ci a concerné 13 sites dont Zagora, Ouarzazate, Tinghir, Nador, El Hoceima, Tan Tan, Hay Mohammadi, Khénifra, Errachidia, Figuig. Mais, la difficulté est qu'il s'agit d'une initiative sans précédent. Il n'existait pas auparavant dans les expériences mondiales une pareille démarche. Donc il fallait tout entreprendre.

**Quelle est la nature des projets initiés dans ce sens ?**

Là, il fallait initier des projets qui prônent la mémoire et rétablissent une réparation collective des dommages. La première idée était de préserver la mémoire et de tourner définitivement cette page. Des musées verront bientôt le jour, comme celui du Rif, le musée des oasis, le musée d'Agdz, ainsi que la transformation du centre de Derb Moulay Chrif en complexe culturel et éducatif. On n'oubliera pas les cimetières, dans la mesure où l'on prévoit l'aménagement des cimetières de Casablanca, où sont enterrées les personnes décédées lors des événements de 1981, du cimetière

de Kelâat Mgouna et d'Agdz. Le Centre contribue actuellement de manière active au projet des archives du Maroc, grande défaillance nationale, et on a déjà dans ce sens mis en place un master de «l'histoire contemporaine», dans le cadre d'un partenariat avec l'Université Mohammed V à Rabat.

**Qu'en est-il de la question de la vérité dans ce dossier ?**

Le processus de réconciliation a pu dévoiler la vérité au sujet de 767 cas, décédés dans des circonstances indéterminées, suite à des enlèvements ou disparitions. On avait également révélé des dossiers aussi bien à caractère individuel que collectif. Certes, il reste moins d'une dizaine de cas en suspens, mais le conseil compte se prononcer ultérieurement sur le degré de vérité atteint sur chaque dossier.

**Et sur les plans politique et institutionnel ?**

Il faut bien souligner dans ce cadre que toutes les recommandations de l'ancienne IER avaient bel et bien été constituées par la Loi fondamentale de 2011. Ce qui n'est pas rien, dans la mesure où plusieurs changements survenus dans ce sens réfèrent à ces recommandations. L'on peut nous rétorquer deux manquements : la peine de mort et la non reconnaissance de la Cour pénale internationale. Dans le premier cas, je répondrais volontiers que la Constitution stipule également le droit à la vie, ce qui pourrait être compris tacitement comme étant une condamnation de la peine de mort. Et en deuxième lieu, la Constitution pénalise les crimes commis dans des circonstances pareilles que celles stipulées par la CPI, ce qui peut aussi constituer une plaidoirie en faveur de cette cause.

**A chaque activité du CNDH, on remarque quelques protestations de certains groupes. Pouvez-vous nous éclairer sur la nature de leurs revendications ?**

Comme vous pouvez le remarquer aujourd'hui (l'en-

tretien a été réalisé le 15 janvier, lors du Colloque international sur la justice transitionnelle, NDLR), certaines personnes brandissent des banderoles appelant le CNDH à assumer ses responsabilités quant à leurs revendications.

Pour le cas des personnes faisant partie du groupe d'Agdz (Sahraouis, NDLR), elles ont été indemnisées, suivant la démarche suivie et adoptée. Là, c'est clair, ces gens veulent davantage d'argent et plus précisément, ils demandent à être alignés sur les citoyens détenus à Tazmamart. Ils recourent au chantage, étant donné leur origine et tiennent un discours qui marque une nette obédience politique au service d'un agenda étranger. Quand on a été indemnisé jusqu'à 150 millions de centimes et qu'on revient à la charge, cela ne peut être que du chantage. Autrement, si ces personnes ne sentent lésées, elles n'ont qu'à aller en justice.

**Et pour les quatre personnes qui se disent «expulsées» par le CNDH à Laâyoune ?**

Ces gens-là travaillaient avec le CNDH sur la base d'un contrat indéterminé. Le Conseil avait, entre-temps, établi un contrat avec une entreprise privée où ces personnes travaillaient comme salariés. Le problème s'est posé quand l'entreprise avait décidé de les limoger. Il y a là un Code de travail, et une justice qui doit rétablir chacun dans ses droits. D'ailleurs, l'un d'eux était contractuel avec le CNDH à Ouarzazate. Comme son rendement n'était pas satisfaisant, le Conseil a décidé de ne plus renouveler son contrat. Il a recouru à la justice, le tribunal de première instance à Ouarzazate s'est déclaré incompétent. Le concerné a recouru au tribunal administratif et là normalement, il ne doit pas protester mais attendre le jugement.

**Et pour le groupe de Ksar Lkbir ?**

C'est simple, ils ont déposé leurs dossiers après les délais fixés pour cette opération.

Certains participants au



retien a été réalisé le 15 janvier, lors du Colloque international sur la justice transitionnelle, NDLR), certaines personnes brandissent des banderoles appelant le CNDH à assumer ses responsabilités quant à leurs revendications.

Pour le cas des personnes faisant partie du groupe d'Agdz (Sahraouis, NDLR), elles ont été indemnisées, suivant la démarche suivie et adoptée. Là, c'est clair, ces gens veulent davantage d'argent et plus précisément, ils demandent à être alignés sur les citoyens détenus à Tazmamart. Ils recourent au chantage, étant donné leur origine et tiennent un discours qui marque une nette obédience politique au service d'un agenda étranger. Quand on a été indemnisé jusqu'à 150 millions de centimes et qu'on revient à la charge, cela ne peut être que du chantage. Autrement, si ces personnes ne sentent lésées, elles n'ont qu'à aller en justice.

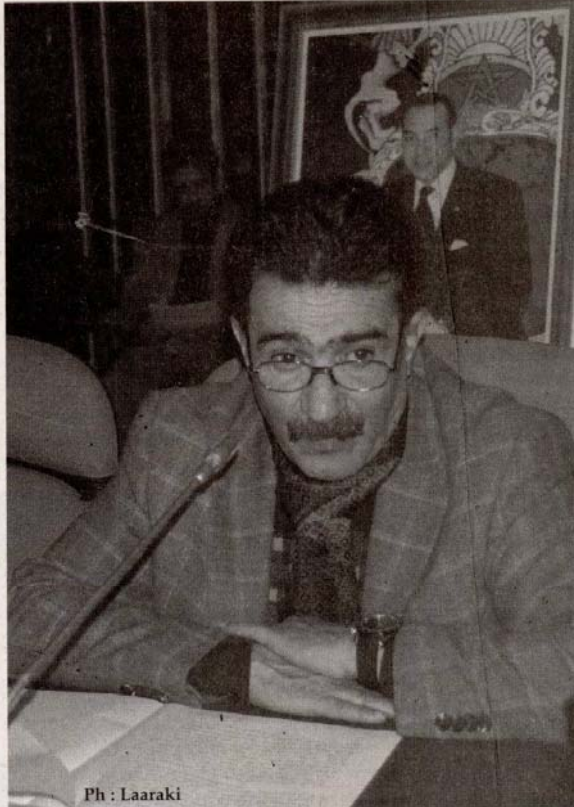
**Et pour les quatre personnes qui se disent «expulsées» par le CNDH à Laâyoune?**

Ces gens-là travaillaient avec le CNDH sur la base d'un contrat indéterminé. Le Conseil avait, entre-temps, établi un contrat avec une entreprise privée où ces personnes travaillaient comme salariés. Le problème s'est posé quand l'entreprise avait décidé de les limoger. Il y a là un Code de travail, et une justice qui doit rétablir chacun dans ses droits. D'ailleurs, l'un d'eux était contractuel avec le CNDH à Ouarzazate. Comme son rendement n'était pas satisfaisant, le Conseil a décidé de ne plus renouveler son contrat. Il a recouru à la justice, le tribunal de première instance à Ouarzazate s'est déclaré incompétent. Le concerné a recouru au tribunal administratif et là normalement, il ne doit pas protester mais attendre le jugement.

**Et pour le groupe de Ksar Lkbir ?**

C'est simple, ils ont déposé leurs dossiers après les délais fixés pour cette opération.

**Certains participants au**



Ph : Laaraki

**colloque «Justice transitionnelle» ont compris qu'il s'agit d'une tentative de clore ce dossier... est-ce vrai ?**

Je peux dire qu'il est sur le point d'être achevé. On ne pourra pas gérer ce dossier indéfiniment.

**Quel serait dans ce cas le sort des dossiers en suspens ?**

Le CNDH se prononcera sur le degré de vérité atteint dans ce cas.

**Quels ont été les contraintes et manquements enregistrés dans l'expérience marocaine relative à la réconciliation?**

Primo, le secteur privé a été absent tout au long du processus. Aucune contribution n'a été enregistrée, comme s'il n'était pas intéressé par le processus. Secundo, les membres de l'IER avaient à faire face aux blancs historiques. Par exemple, il y avait peu d'analyses des contextes ayant prévalu lors des événements du Rif, d'où la recommandation de

créer un Institut national dédié à l'histoire contemporaine. Tertio, les partis politiques n'étaient pas très impliqués, hormis des initiatives à présenter des mémorandums, comme ce fut le cas avec l'USFP, le PSU, et le PADS...

**Quelles sont les nouvelles missions que doit mener le CNDH?**

Outre les tâches traditionnelles d'études, de médiation, de recherches et d'avis, de rapports, le CNDH s'emploiera à consolider la démocratie et à assurer la diffusion des principes de tolérance et des droits humains. Il sera aussi appelé à entreprendre le contrôle des politiques publiques en matière de droits de l'Homme et accompagner la mise en œuvre du programme pour la démocratie, sans oublier le secteur de l'éducation afin d'inculquer les valeurs des droits humains aux futures générations.

**Entretien réalisé par  
Mustapha Elouizi**

## يوم دراسي حول «المقاولة وحقوق الإنسان بالمغرب»

سينظم المجلس الوطني لحقوق الإنسان يوما دراسيا بمدينة الدار البيضاء حول المقاولة وحقوق الإنسان بالمغرب بالتعاون مع الاتحاد العام لمقاولات المغرب وبدعم من الجمعية الفرنكوفونية للمجالس الوطنية لحقوق الإنسان.

ويسعى هذا اللقاء إلى تعزيز ثقافة الحوار والتعاون حول قضايا حقوق الإنسان بمجال المقاولة الخاصة والعمومية في المغرب، وذلك باعتماد مقاربة تشاركية تجمع بين كل ذوي المصلحة من قطاعات حكومية، مؤسسات وطنية، مراكز نقابية، جمعيات ..

وسينعقد هذا اللقاء في الخامس من فبراير المقبل بفندق كلدن تولىب فرح بالدار البيضاء.

## المجلس الوطني لحقوق الإنسان يدلي برأيه في قانون المجلس الأعلى للسلطة القضائية



نشر الخميس 31 يناير 2013 - 6:05 مساء  
كواليس اليوم: إسماعيل هاني

قام المجلس الوطني لحقوق الإنسان، ببلورة مذكرة متعلقة بالقانون التنظيمي للمجلس الأعلى للسلطة القضائية، وذلك طبقا للاختصاصات الموكولة إليه بموجب الدستور والظهير المحدث له بهدف المساهمة في النقاش العمومي المتعلق بإصلاح منظومة العدالة.

وفي هذا الصدد، تم إعداد المقترحات المتضمنة في هذه المذكرة، والتي اعتمدها المجلس في إطار دورته العادية، بناء على مختلف المرجعيات المعيارية والتصريحية على المستويين الوطني والدولي، خاصة المقتضيات الدستورية المتعلقة بالسلطة القضائية، وتوصيات هيئة الإنصاف والمصالحة ذات الصلة، والمعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، والمبادئ الأساسية بشأن استقلال السلطة القضائية، والميثاق الأوروبي حول نظام القضاة وكذا مذكرات الجمعيات والمنظمات غير الحكومية الوطنية والدولية المتعلقة بإصلاح العدالة.

كما اقترح المجلس، على ضرورة تكريس القانون التنظيمي لمجموعة من القواعد الضامنة للاستقلالية المالية والإدارية للمجلس الأعلى للسلطة القضائية، حيث تهدف المقترحات المتعلقة بكيفية انتخاب ممثلي القضاة، إلى تقوية موقع المجلس الأعلى للسلطة القضائية عبر رئيسه المنتدب، في مسار تنظيم العمليات الانتخابية وكذا ضمان تمثيلية منصفة للنساء القاضيات وذلك طبقا لمقتضيات الدستور في مجال المناصفة، كما اقترح المجلس أيضا في مذكرته أن يمارس أعضاء المجلس الأعلى للسلطة القضائية مهامهم باستقلال وتجرد ونزاهة مع الالتزام بالسر المهني والتصريح بكل تنازع المصالح من شأنه أن يؤثر على قرارات المجلس.

أما بالنسبة للاختصاصات، فتتترح المذكرة تصميم اختصاصات المجلس الأعلى للسلطة القضائية حول خمس وظائف أساسية تدبير المسار المهني للقضاة، والوظيفة الاستشارية، ووظيفة الدراسات، ووظيفة المراقبة والافتحاح والتفتيش، ووضع مدونة أخلاقيات المهنة ونشر الاجتهاد القضائي.



## في الحاجة إلى استحضار روح مسلسل الإنصاف و المصالحة

أطلت قبل أسبوعين ، عبر الصحافة الورقية و الالكترونية ، وجوها حقوقية كثيرة، بعد غيبة طالت لتدلي بوجهة نظرها في مآل التجربة المغربية في مجال "العدالة الانتقالية" التي صنعوها أو ساهموا فيها من مواقع مختلفة ، ولعل أبرز هذه الوجوه الصديقين أحمد حرزني و الحبيب بلكوش ، و السيدة خديجة الرياضي رئيسة الجمعية المغربية لحقوق الانسان.

فقد اتبى السيد الحبيب بلكوش في مقاله المنشور بجريدة "أخبار اليوم" الى أن " العدالة الانتقالية ليست بديلا للمسلسل السياسي الهادف الى الانتقال الديمقراطي بل هي دعامة لهذا الأخير من خلال معالجة ملف الانتهاكات الجسمة لحقوق الانسان في ظل ميزان قوى مختل في مسار اصلاح و التغيير....."

**في حين انتهى السيد أحمد حرزني، متدخلا في الندوة الدولية التي نظمتها المجلس الوطني لحقوق الانسان في الموضوع نفسه، و التي لم أستطع الحضور اليها لتواجدي خارج التراب الوطني، - كما نقلت ذلك بعض المواقع الالكترونية - الى أن " المصالح الفردية، وغياب الملم الجماعي، ومقاربة التعويض المادي، وضعف تعاون الفاعلين المعنيين، وعدم انخراط الفاعلين السياسيين، ..... عوامل، أدت الى تعثر مسار العدالة الانتقالية في صيغتها المغربية " و أن "الاصلاحات السياسية التي تنتج عادة عن مسار العدالة الانتقالية جاءت متأخرة في الحالة المغربية و ذلك راجع الى عدم انخراط الفاعلين السياسيين في التجربة" و أن على الأحزاب السياسية - التي وصفها بالديمقراطية- استعادة المبادرة من أجل "إنهاء هذا المسلسل، والانتقال إلى مرحلة الديمقراطية وحقوق الإنسان بسرعة وبشكل نهائي".**

و كعامة قادة الجمعية المغربية لحقوق الانسان انتهت السيدة الرياضي الى أن "لم يتم تحقيق الاهداف المرجوة من العدالة الانتقالية، كما أن مكامن الخلل في مسار الانصاف و المصالحة، تنطلق من طبيعة الهيئة التي لم تعط لها الصلاحيات للوقوف على المسؤوليات في الانتهاكات الجسمة لحقوق الانسان....لكي تحقق أهداف العدالة " ومرد ذلك في اعتقادها راجع الى أنه " لم تكن هناك ارادة للقطع مع الممارسات "

المتعمن في هذين التصريحات - التي هي لثلاثة من كبار المتفاعلين مع التجربة من مواقع مختلفة - سينتهي الى طرح عدة أسئلة عميقة تحاول أن تفهم المسافات الموجودة بينها، و الاجابة على السؤال الذي مازال يقلق كل من تعامل ايجابا مع مسلسل الانصاف و المصالحة المغربي. وهو لماذا توقف قطار الانصاف و المصالحة المغربي قبل محطة "الربيع السلفي - الامريكي" ، الذي عادة ما يعرف ب "الربيع العربي"، وترك المجال للحركات الدينية بمختلف تلاويها - السياسية و الدعوية و الجهادية و التكفيرية - للتحكم النسبي في المشهد السياسي، و جر البلد الى نقاش قرووسطي . في الوقت الذي كانت جميع الشروط متوفرة - مع تحفظات كان من الممكن تجاوزها - للذهاب مباشرة نحو تأسيس دولة الحق و القانون، التي هي - نظريا- النهاية الطبيعية لكل مسلسلات المصالحة ، وهذه والاستئلة هي:

- هل استوعب الفاعلون المغاربة الكبار روح و كنه العدالة الانتقالية ؟ ، وهنا أقصد الفاعلون الحقوقيون فقط ، لان الفاعلين السياسيين اعتبروا الامر نوعا من المنافسة من قبل الحقوقيين داخل مجال اشتغالهم، أي الاشتغال على الانتقال الديمقراطي .

- هل كانت الدولة المغربية صادقة عندما انخرطت في مسلسل الانصاف و المصلحة ، أم كانت تريد ربح الوقت للتمكين فقط، في ظل ضغط الحقوقيين المغاربة خاصة - وهم في غالبيتهم من اليسار السبعيني - الى جعل معالجة ماضي الانتهاكات الجسمة لحقوق الانسان مدخلا لتأسيس دولة الحق و القانون في ظل حكم ملك جديد.

- ألم تكن التجربة نفسها واهمة للصراع بين الفرقاء السياسيين المغاربة أصحاب "الشرعيات" الوطنية و التاريخية و الدينية و الايديولوجية ، كل في مواجهة الاخر ، و جميعا في مواجهة الحقوقيين ، الذين قالوا عنهم - أي عن الحقوقيين- أنهم يساريين مقنعين بالقناع الحقوقي؟

- هل نحن في حاجة الى شوط ثاني من مسلسل الانصاف و المصالحة ، أم أن الامر انتهى باستفادة كل الاطراف السياسية منه؟ كيف يمكن الرجوع الى كنه التجربة و تجاوز أثر توقفنا عند محطة "الربيع السلفي- الامريكي"؟

## في الحاجة إلى استحضار روح مسلسل الإنصاف و المصالحة

في اعتقادي المتواضع، فأهم خلل رافق و تعايش مع تجربة المغرب الهامة في العدالة الانتقالية، هي عدم الاعلان القطعي مع مسلسل الانتقال الديمقراطي الذي كان المغرب قد دخله قبل الاعلان عن انخراطه في مسلسل الانصاف و المصالحة، ذلك أن الانتقال الديمقراطي الذي كان قد دخله المغرب منذ - المسيرة الخضراء بالنسبة للبعض، و منذ بداية سنة 1990 بالنسبة للبعض الاخر، و بين التاريخين معا بالنسبة لفريق ثالث - ظل يتعايش، و هو في سن اليأس، مع مسلسل جديد يستند الى منهجية جديدة و رية مختلفة لبناء دولة الحق و القانون. ولعل هذه الازدواجية التي حاول الصديق بلكوش تبريرها - عن خطأ منهجي - عندما يقول أن "العدالة الانتقالية ليست بديلا للمسلسل السياسي الهادف الى الانتقال الديمقراطي، بل هي دعامة لهذا الأخيرة"، هي التي أدت كما انتهى الى ذلك الصديق أحمد حرزني الى "عدم انخراط الفاعلين السياسيين"، ذلك أن مسلسل الانصاف و المصالحة المعتمد لمنهجية العدالة الانتقالية كان يهدف بالأساس الى ديمقراطية الدولة، بجميع مؤسساتها بما فيها المؤسسات الحزبية، عبر التوصية باصلاحات سياسية و أخرى مؤسسية. و الى ديمقراطية المجتمع عبر التوصية بصيغ تربية حقوقية. إلا أن هذا الامر كان يتطلب، أولا، اطلاعا واسعا - من قبل السياسيين - على الموضوع و منهجته و أهدافه. وثانيا، ايمانا حقيقيا بالمسلسل و أهدافه. ولعل هذا الخلط العظيم هو ما أدى الى صراع خفي بين هيئة الانصاف و المصالحة و الحقوقيين المغاربة المدعمن للتجربة - من جهة - و المؤسسات السياسية الحزبية بكل تلاوتها - من جهة أخرى. و أدى الى ما انتهى اليه السيد أحمد حرزني.

ان غياب حضور الاحزاب السياسية في المسلسل، كمؤسسات لتأطير المجتمع، و غياب خطة اعلامية للدولة، و لهيئة الانصاف و المصالحة نفسها - التي اعتمدت في جل أشغالها على العلاقات الخاصة التي تربط أعضائها بمن يشتغل في مجالات حاجتها -، و تنصل بعض الجمعيات الحقوقية من واجب مراقبة الضحايا - بالرغم من مواقفها المبدئية من بعض تفاصيل المسلسل، هو الذي أدى الى بروز ما عبر عنه السيد حرزني مرة أخرى بأن "المصالح الفردية، و غياب الهم الجماعي، و مقارنة التعويض المادي ..... كلها عوامل، أدت الى تعثر مسار العدالة الانتقالية في صيغتها المغربية". فلا أحد ينكر أن التعويض المادي في الصيغة المغربية كان سخيا جدا، لكن لا أحد ينكر كذلك أن غياب التأطير الحقوقي و السياسي لمطلب "جبر الضرر" - الذي حل محله مصطلح التعويض المادي ذو الحمولة السلبية - جعل منه - أي من جبر الضرر - مكسبا أساء الى الضحايا أكثر مما أفادهم، و جعل منهم الخطب الذي أشعل النار بين الفاعلين السياسيين و الفاعلين الحقوقيين. وقد زاد هذا الضرر تباعد تقييم الحركة الحقوقية - بما فيها حركة الضحايا - للمسلسل ككل و لمطلب و مكسب جبر الضرر خاصة.

من المؤكد، وفق معطيات موضوعية كثيرة، و شهادات كبار الخبراء الدوليين في مجال الاعدالة الانتقالية، أن الدولة المغربية كانت صادقة في تعاملها مع التجربة، و لم تستعمل مسلسل الانصاف و المصالحة، لأغراض سياسية ضيقة - كما يذهب الى ذاك أصحاب نظرية المؤامرة -، لكن من الغباء السياسي الاعتقاد كذلك أن كل النافذين في الدولة كانوا قلبا و قابلا مع المسلسل، و يريدون نجاحه و الانتهاء الى حيث يجب أن ينتهي طبيعيا - أي الى مستويات مقبولة من ديمقراطية الدولة و ديمقراطية المجتمع - . ان التقاء الارادتين السلبيتين - ارادة السياسيين عن سوء الفهم و التقدير، و ارادة بعض النافذين في الدولة، الذين نصبوا أنفسهم حراسا للمعبد القديم، دون أن يكون في حاجة إليهم. هم من جعل القطار يتوقف عند محطة الربيع السلبي - الامريكي. لذا فنداء السيد أحمد حرزني له راهنته. الا أنه مع الاسف فكثير من الاحزاب التي ساهوا السيد أحمد بالاحزاب الديمقراطية لم تفهم و لم تستوعب كنه المسلسل، وظلت حبيسة الاستحقاقات الرقمية.

ما العمل؟

أعتقد أن ما ذكرته السيدة خديجة الرياضي من نواقض في التجربة المغربية هي تفاصيل يمكن استدراكها عندما تجتمع الشروط الضرورية للانخراط في الشوط الثاني من مسلسل الانصاف و المصالحة. و أهم هذه الشروط هي، أولا، التحلي بتواضع العلماء في التعاطي مع هذا الموضوع الكبير الأهمية و ثانيا، افهام "الديمقراطيين" المغاربة أن لا مفر لنا من استكمال باقي الاشواط اذا نحن أردنا أن نتقدم ببلادنا نحو دولة الحق و القانون، و أن العدالة الانتقالية، صيرورة قد تطول أو تقصر وفق طبيعة الفاعلين، و ثالثا، أن العدالة الانتقالية مجال لصراع قوي، ينتصر فيه من فهم كنهها.

عبدالسلام بوطيب

نائب الرئيس - سابقا - للمنتدى المغربي للحقيقة و الانصاف



# المجلس الوطني لحقوق الإنسان يدخل على خط انتشار السيدا بمنطقة بومية

515M5

زكريا، الأنصاري

انتقل ثلاثة أعضاء من المجلس الوطني لحقوق الإنسان إلى بومية بإقليم ميدلت لإعداد تقرير ميداني، على خلفية تداول أخبار عن انتشار داء السيدا وسط سكان المنطقة.

وعلمت «الخبر» أن أعضاء المجلس الثلاثة عقدوا عدة لقاءات مع مسؤولين محليين، وفعاليات محلية، إضافة إلى المرأة التي كانت موضوعا لربورتاجات صحافية حول موضوع الإصابة بمرض السيدا.

واستنادا إلى مصدر موثوق، فإن أعضاء المجلس وقفوا على تعاطي السلطات المحلية والصحية، وباقي المتدخلين، مع هذا الطارئ الصحي، وفق مقاربة حقوقية. وفي نفس السياق، تحدث مصدر «الخبر» عن تنفيذ أعضاء المجلس الثلاثة لمهمة استطلاعية من أجل جمع المعطيات المتصلة بهذه القضية التي أثارت الكثير من الجدل محليا ووطنيا.

وقد قام أعضاء المجلس الثلاثة، بعقد لقاء مطول مع المرأة المصابة بداء السيدا في مرحلة متقدمة، تميز بطرح أعضاء المجلس لأسئلة تتعلق بشكوك المرأة حول طريقة إصابتها بالداء الفتاك، والعلاجات التي استفادت منها بعد علمها بالإصابة، إضافة إلى تقييم طرق تعاطي السلطات المحلية مع حالتها، ونوعية الخدمات الصحية التي قدمتها المصالح الطبية على الصعيد المحلي والإقليمي.

وكشف مصدر «الخبر»، الذي واكب زيارة أعضاء المجلس الوطني إلى بومية، أن الوفد ركز في جميع لقاءاته وتحركاته على التدخلات التي كان يفترض أن تقوم بها بعض الجهات، التي لم تتحرك إلا بعد تحول قضية المرأة المصابة إلى مادة إعلامية، وهو ما ينتظر أن يعكسه تقرير أعضاء المجلس.

## البوليساريو تطلق حملة دولية تضامنية مع معتقلي أكديم ازيك قبل الشروع في محاكمتهم الجمعة المقبل

علي الصافي. العيون

الجميس 31 يناير 2013

ينتظر أن تنطلق يوم الجمعة القادم بالمحاكمة العسكرية بالرباط أطوار محاكمة 24 معتقلا صحراويا على خلفية تفكيك مخيم أكديم ازيك و ما تلاه من أحداث نونبر 2010. وكانت هيئة المحكمة قد أجلت المحاكمة في مناسبتين سابقتين قبل تحديد الفاتح من فبراير القادم كتاريخ لانطلاقها.

وعلاقة بالمحاكمة دشنت جبهة البوليساريو في الأيام الأخيرة حملة دولية قوية من أجل جلب انتباه العالم إلى قضية المعتقلين على خلفية مخيم أكديم ازيك. وفي هذا السياق شهدت مجموعة من العواصم الأوروبية مظاهرات و ووقفات تضامنية مع المعتقلين و منددة بالمحاكمة العسكرية للمدنيين . وكانت باريس ومدريد ولندن قد عرفت خروج مجموعة من الجمعيات الداعمة للبوليساريو تحمل صور معتقلي أكديم ازيك و تطالب بإطلاق سراحهم.

وفي سابقة من نوعها أصدرت مجموعة من الفعاليات الموريتانية نداء تضامنيا مع المعتقلين و يطالب بإلغاء المحاكمة العسكرية و إطلاق سراحهم. وقد وقع البيان أكثر من سبعين شخصية موريتانية من بينها زعماء سياسيين و نقاييين و صحفيين و نشطاء مدنيين.

وفي خطوة تأجيجية تواصل قناة البوليساريو بث مشاهد و صور لمجموعة من النساء من مدينة العيون يدعون فيها الصحراويين إلى الخروج إلى الشارع و التظاهر بقوة تزامنا مع بدأ المحاكمة العسكرية لمعتقلي أكديم ازيك وذلك بهدف الضغط على الدولة المغربية من أجل إطلاق سراح المجموعة .

وكان الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان محمد الصبار قد زار شهر دجنبر الماضي المعتقلين بسجن سلا و استمع إلى مجموعة من المطالب التي قدموها له و وعودهم بتوفير جميع شروط المحاكمة العادلة ، و التي ينتظر أن يحج إليها عدد كبير من المراقبين البوليين من مختلف المنظمات الحقوقية الدولية و اتحاد المحامين الاسبان بالإضافة إلى قضاة من إيطاليا وذلك من أجل ملاحظة المحاكمة و التي ستشكل اختبارا كبيرا للعدالة المغربية على اعتبار طبيعة الملفات الجنائية التي تنبني عليها القضية.



## مراقبون دوليون يصلون إلى الرباط وقانونيون يترقبون فصول المتابعة اليوم في المحكمة العسكرية انطلاق محاكمة المعتقلين الصحراويين في أحداث «أكديم إيزيك»

ومعتقلي طلبة الاتحاد الوطني لطلبة المغرب ومناضلي «حركة 20 فبراير»، بالسراج.

من جهتها، قالت المحامية الفرنسية، فرانس فيبي، إن «قضية معتقلي أحداث «أكديم إيزيك» تشغل المنظمات الحقوقية الدولية، خاصة أنها لا تستند إلى أي أساس قانوني، فبعد 27 شهرا من الاعتقال اتضح لنا باللموس، أن شروط المحاكمة العادلة غير متوفرة، وهناك خروقات كبيرة في المسطرة، ونحن هنا في المغرب للدفاع عن قضاء عادل، خاصة أن الوضع المتقدم للمغرب يفرض عليه الاحترام التام للمعايير الدولية في العدالة والقضاء». وأضافت المتحدثات ذاتها، أن التهم التي يتابع بها المعتقلون، قد تفضي إلى «الإعدام، علما أن الإحالة على المحكمة العسكرية تمنع إمكانية استحضار الشهود لجلسة المحاكمة، التي تأخرت وتاجلت أكثر من مرة».

الندوة الصحفية التي نظمتها «لجنة عائلات المعتقلين السياسيين الصحراويين، مجموعة أكديم إيزيك، بمقر الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، تميزت بحضور مراقبين دوليين، حضورا إلى الرباط لمتابعة أطوار المحاكمة، التي يترقب أن تنطلق اليوم، كما عرفت الندوة أيضا حضوراً إعلامياً دولياً وازناً.

وفي تصريح لـ«الأخبار»، قال إبراهيم دحان، أحد أعضاء لجنة عائلات المعتقلين: «إن هذا الملف يجب أن يعلق، ونحن سنستمر في نضالنا، كما أننا نتوقع وصول مزيد من 30 مراقبا دوليا ونشطاء حقوقيين، وفعاليات مدنية وسياسية من مختلف الدول الأوربية، للمؤازرة، أملا في محاكمة عادلة وضرورة إطلاق سراح المعتقلين». يذكر أن السلطات المغربية اعتقلت بعد أحداث مخيم «أكديم إيزيك»، 23 شخصا، لكن تم إطلاق سراح ثلاثة معتقلين لاعتبارات صحية.

6515

الرياضة: محمد الطاطح

وسط ترقب كبير، تنطلق اليوم محاكمة المتهمين في أحداث ما يعرف بمخيم «أكديم إيزيك»، والتي اندلعت شهز نونبر من عام 2010، وحلفت مقتل 13 شخصا بينهم 11 من رجال الأمن ويواجه المعتقلون على ذمة هذه القضية، تهم «تشكيل عصابة إجرامية والتسبب في القتل دون نية إحداثه، واستعمال العنف ضد الشرطة وحباسة أسلحة ومفجرات». إلى ذلك، اتهمت عائلات معتقلي مخيم «أكديم إيزيك»، السلطات الأمنية إلى جانب وزارة العدل والمجلس الوطني لحقوق الإنسان، بما وصفته «الخرق المنهج للقانون المغربي و المواثيق الدولية لحقوق الإنسان، بعد إحالة ذويهم على المحكمة العسكرية».

هذا، وشن ممثلو عائلات الصحراويين المعتقلين على خلفية أحداث «أكديم إيزيك»، من المتدخلين في الندوة الصحافية التي انعقدت، صباح أمس (الخميس)، بالمقر المركزي للجمعية المغربية لحقوق الإنسان بالرباط، هجوما قاسيا على الدولة، متهمين وزير العدل مصطفى الرميد، بالانفصال من مسؤوليته، باعتباره أن المحكمة العسكرية غير تابعة لنفوذه، كما اعتبروا أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان لم يتفاعل مع قضية المعتقلين. من جانبها، اعتبرت رئيسة الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، خديجة الرياضي، اعتقال المتهمين الصحراويين بـ«الاحتجاز نظرا لطول مدة الاعتقال الاحتياطي، الذي تعتبره الجمعية اعتقالا تعسفيا». واستنكرت الرياضي في كلمتها باسم الجمعية، «إحالة معتقلي مخيم «أكديم إيزيك» على القضاء العسكري بدل المدني»، وطالبت الرياضي بـ«المحاكمة العادلة والعمل على تمتيع كافة المعتقلين السياسيين من صحراويين وإسلاميين

## الحكومة تتملص من ملف معتقلي أكديم إيزيك بقرار استقلالية القضاء

قال مصطفى الخلفي وزير الإتصال، الناطق باسم الحكومة، اليوم، بالرباط، أن الحكومة لا يُمكنها التدخل في سير عمل القضاء باعتباره سلطة مُستقلة، مُشيراً إلى أن محاكمة معتقلي أحداث أكديم إيزيك تتم في إطار القانون المغربي الذي ينص على أن الجرائم التي يكون أحد ضحاياها من قِوة عسكرية فإن المحاكمة تجري في إطار القضاء العسكري.

وشدد **الخلفي** في حديثه لوسائل الإعلام، عشية اليوم بمقر وزارته، على أن "جوهر هذه المحاكمة عمليات إجرامية نتج عنها قتل وتمثيل بالجثث، وراح ضحيتها عدد من العساكر المغربية"، مؤكداً أنه لا يمكن للدفاع عن حقوق الإنسان أن يبرر جرائم قتل، مُضيفاً أنه قد تم إرساء كافة الضمانات المرتبطة بالمحاكمة العادلة وضمانات الدفاع، يُضيف الخلفي الذي قال أنه "لا يجب استقبال هذه المحاكمة بأحكام قبيحة، بل يجب انتظار تطورات القضية وما ستفرزه أطوارها".

وكانت شخصيات سياسية وأخرى حقوقية دولية قد طالبت الحكومة المغربية بتقديم المعتقلين لمحاكمة مدنية، كما أطلقت جبهة البوليزاريو حملة دولية للمطالبة بإطلاق سراح المعتقلين، حيث شهدت عدد من العواصم الأوروبية مظاهرات ووقفات تضامنية مع المعتقلين ومُنددة بمحاكمتهم عسكرياً، **في حين زار الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان محمد الصبار في وقت سابق، قد زار المعتقلين واستمع لمطالبهم ووعدهم بتحقيق جميع شروط المحاكمة العادلة.** وكانت السلطات المغربية قد اعتقلت سنة 2010 حوالي 23 من أصل 200 مُشتبهاً في تورطه بأحداث القتل والعنف التي شهدتها إقليم أكديم إيزيك، والتي خلفت حوالي 13 قتيلاً ضمنهم 11 فراداً من قوات الامن المغربية، حيث وُجّهت للمعتقلين تهم "تشكيل عصابة إجرامية والتسبب في القتل دون نية إحداثه واستعمال العنف ضد الشرطة وحباسة أسلحة ومتفجرات"، في حين أُفرج عن ثلاث مُعتقلين سنة 2011 لظروف صحية بعد تدخل للمجلس الوطني لحقوق الإنسان.

## عائلات معتقلي 'كديم إزيك' تطالب بمحاكمتهم أمام محكمة مدنية

الخميس، 31 كانون/يناير 2013 14:56



فاطمة شكيب - استنكرت عائلات معتقلي "كديم إزيك" الصحراويين و "الجمعية المغربية لحقوق الانسان" تقديم المعتقلين الصحراويين بسجن "سلا 2"، أمام المحكمة العسكرية بالرباط من أجل محاكمتهم، وطالبت بإحالة المعتقلين البالغ عددهم 24 معتقلا على محكمة مدنية. وأدانت عائلات المعتقلين خلال ندوة صحفية نظمت بالرباط يوم الخميس 31 يناير، ما اعتبرته "خروقات وأعمال تعسف تعرض لها المعتقلون خلال اعتقالهم"، وأعلن تلعائلات اعتزامها تنظيم وقفة احتجاجية يوم الجمعة 1 فبراير أمام المحكمة تزامنا مع بدء المحاكمة. وأكد المشاركون في الندوة على أن إعلان تقديم المعتقلين للمحاكمة العسكرية هو "ضرب لكل القوانين والمواثيق الدولية وخرق سافر وتنافي صريح مع مبدأ وحق المحاكمة العادلة".

وقال مصطفى المشطوفي شقيق أحد المعتقلين الصحراويين "الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الانسان محمد الصبار زار المعتقلين بالسجن وأكد أن هناك أحكام، والصبار ليس له الحق في إصدار الأحكام بل من واجبه توفير الحقوق القانونية للمعتقلين، وهو ما بين أن ليس هناك استقلالية قضاء وليس هناك تطبيق للقانون الدولي ولا حتى القانون المغربي، بل هناك خروقات قانونية شابت الملف منذ بدء الاعتقال حتى فترات التحقيق والتعذيب الذي تعرض له المعتقلون بالسجن". وأكد المشطوفي على مطالبته بمحاكمة المعتقلين الصحراويين محاكمة مدنية عادلة باعتبار، أن هؤلاء كانت لهم آراء سياسية واقتصادية واجتماعية، وحسب المشطوفي، فإن كل من عبر عن رأي يعتبر "معتقل رأي" وليس "معتقل جريمة".

وقال المشطوفي عن "الجرائم التي وقعت بـ"كديم إزيك" إن الدولة المغربية هي المسؤولة عنها لأنه لم يكن هناك تغطية أمنية، كما أن ملف "كديم إزيك" هو الملف الوحيد الذي تعامل معه الدولة المغربية بالمراوغات ونوع من سياسة التشويش عليه".

وبشأن المساندة الأجنبية لقضية معتقلي "كديم إزيك" أوضح المشطوفي أن المدافعين عن حقوق الانسان في العالم يساندون معتقليهم، مشيرا إلى أنه سبق لمصطفى الرميذ وزير العدل والحريات عندما انتخب أن وعد الصحراويين بالعيون بأن يحل مشكل معتقلي "كديم إزيك" لكن بعد الانتخابات قال لهم بأن المحكمة العسكرية غير تابعة لوزارة العدل.

من جهتها أكدت خديجة رياضي رئيسة "الجمعية المغربية لحقوق الانسان" أن الجمعية تتابع باستمرار ملف معتقلي "كديم إزيك" وقالت "قدمنا هذا التقرير أمام الصحافة وأرسلنا توصياته إلى السلطة وشكلنا لجنة مبادرة من "العصبة المغربية لحقوق الانسان"، انتقلت إلى العيون ووقفنا على العديد من الانتهاكات، والتعذيب الذي تعرض له المعتقلون، بالإضافة إلى المدة المبالغ فيها لاعتقالهم الاحتياطي الذي تجاوز السنين، وهو ما نعتبره "احتجازا".

وفيا يخض المحاكمة أوضحت رياضي أن المحاكمة التي تبدأ يوم الجمعة 1 فبراير تعتبر المرة الثالثة التي تتحدث فيها المحاكمة، لأن المرتين السابقتين تم إلغاء الجلسة قبل انعقادها، حيث ذكرت رياضي "نأمل أن تحترم جلسة الغد كل الشروط ومعايير المحاكمة العادلة للمعتقلين، إلا "فيطلق سراهم أو يتابعون في حالة سراح، ثم إننا نستنكر إحالتهم على المحكمة العسكرية وتطالب محاكمتهم مدنيا".

## هيومن رايتس ووتش تقر بأن المغرب يجيد سياسة النظري لا التطبيقي

كمال قروغ - هبة بريس

أكد تقرير هيومن رايس ووتش السنوي أن دستور 2011 الذي تضمن مواداً قوية متعلقة بحقوق الإنسان، لم يُترجم إلى تحسن الممارسات على الأرض. وبينما مارس المغاربة حقهم في التظاهر بالشوارع، كثيراً ما لجأت الشرطة إلى تفریق المتظاهرين باستخدام العنف، وتعرض قيادات التظاهر والمعارضين للحبس بعد محاكمات غير عادلة، أحياناً بناء على قوانين عدّة تقمع حرية التعبير ولم تُراجع بعد على ضوء الدستور وفي إطار الاحتجاجات الشعبية يضيف التقرير أن المغاربة دأبوا على تنظيم مسيرات مطالبة بإصلاحات سياسية شاملة. سمحت الشرطة بالعديد من هذه التظاهرات، التي قادتها حركة 20 فبراير الشبابية، غير محكمة التنظيم، لكن في بعض الحالات قامت الشرطة بمهاجمة المتظاهرين والتعرض لهم بالضرب الغاشم على حد صياغة التقرير

وبخصوص الإرهاب ومكافحته فقد تم القبض على مئات من المشتبه في كونهم متطرفين إسلاميين وتمت إدانة العديد منهم، وصدرت أحكام بالسجن في حقهم ليس لأنهم ارتكبوا أعمالاً إرهابية وإنما بسبب اتهامهم إلى "شبكة إرهابية" أو الاستعداد للانحياز "لإلتهاد" في العراق أو في أماكن أخرى، يضيف التقرير وقد ذكر مقرر الأمم المتحدة الخاص المعني بالتعذيب خوان مينديز "أنه حصل على حق زيارة سجون وسجناء بلا قيود. وأشار إلى وجود "إرادة سياسية" لدى السلطات "لبناء ثقافة مؤسسية تحظر وتمنع التعذيب والمعاملة السيئة" لكنه أشار أيضاً إلى تلقيه "تقارير قابلة للتصديق، وأخرى تشير إلى أن الأوضاع في السجون قاسية، ويرجع هذا إلى حد كبير إلى ازدحام السجون بالنزلاء، وتتفاقم المشكلة بسبب لجوء القضاة إلى الاعتقال الاحتياطي في حالات كثيرة، كما هو موثق في تقارير ظهرت مؤخراً عن الأوضاع في السجون. وقال سجناء سابقين ل هيومن رايتس ووتش إن أوضاع السجناء الإسلاميين في سجن سلا 2 مشدد الحراسة قد تحسنت مقارنة بالأوضاع اللاإنسانية شديدة التقييد التي عانوا منها خلال عام 2011.

**هذا في الوقت الذي تحدث فيه التقرير عن المجلس الوطني لحقوق الإنسان - وهو هيئة بمقبول حكومي مسؤولة أمام الملك - حيث أصدر تقريراً رائداً، عن المؤسسات الاستشفائية الخاصة بمعالجة الأمراض العقلية والنفسية، انتقد فيه أوجه قصور المؤسسات القائمة، وأخر يتحدث عن الأوضاع في السجون ذكر فيه وجود أعمال ضرب ممنهجة وسياسات تعسفية فيما يخص العقاب ونقل السجناء واستخدام القضاة بشكل مفرط للاعتقال الاحتياطي**

التقرير تطرق أيضاً إلى انتهاكات طالت المهاجرين من أفريقيا جنوب الصحراء، يعيش العديد منهم في ظروف صعبة على امتداد ساحل المتوسطي بحمي دستور 2011 للمرة الأولى الحق في تكوين الجمعيات. لكن يستمر المسؤولون في عرقلة الاعتراف القانوني بالعديد من الجمعيات تعسفاً، مما يعيق حريتها في العمل. وتشمل هذه الممارسات المنظمات المدافعة عن حقوق الصحراويين، والأمازيغ، والمهاجرين القادمين من جنوب الصحراء، وخرى الجامعات العاطلين عن العمل، والجمعيات الخيرية والثقافية والتربوية التي يوجد من بين قياداتها أعضاء في جماعة العدل والإحسان، يضيف التقرير التقرير شمل أيضاً حق المرأة في المساواة، حيث يشير إلى أن التعديلات الكبيرة التي أدخلت على مدونة الأسرة المغربية سنة 2004 من رفع سن الزواج من 15 إلى 18 عاماً وتحسين حقوق المرأة في الطلاق وحضانة الأطفال.. غير أن المدونة الجديدة حافظت على بعض الأحكام التمييزية المتعلقة بالميراث وحق الزوج في تطبيق زوجته بشكل أحادي، وهذا الشق يعد من خصوصية الدين الإسلامي لا الحقوقي وهو أبقى بما تداوله التقرير وعن خادمت البيوت، فالرغم من أن القوانين التي تحظر عمل الأطفال تحت سن 15 عاماً، فإن آلاف الأطفال تحت هذه السن - أغلبهم من الفتيات - يعملون في المنازل. وفقاً للأمم المتحدة ومنظمة غير حكومية ومصادر حكومية، فإن عدد عاملات المنازل القاصرات المحسر على مدار السنوات الأخيرة، لكن فتيات في سن 8 أعوام مستمرات في العمل بالمنازل لمدة تصل إلى 12 ساعة يومياً مقابل أجر هزيل يبلغ 11 دولاراً في الشهر. وفي بعض الحالات يقوم أصحاب العمل بضرب الفتيات وسبهن، مع حرمانهن من التعليم، ويفضون منحهن طعاماً كافياً.

التقرير أكد أن الصحافة المكتوبة والالكترونية في المغرب تقوم بإجراء تحقيقات صحفية وانتقاد المسؤولين الحكوميين وسياسات الدولة، ولكنها تتعرض إلى المحاكمات والمضايقات إذا تجاوزت بعض الخطوط. وينص قانون الصحافة على عقوبات بالسجن لنهم المتعلقة بـ "تعمد نشر معلومات مغلوطة" عن "سوء نية" من شأنها المس بالنظام العام، أو الخطاب التشهيري أو المسيء لأشخاص من العائلة الملكية، أو الذي يسبب "الدين الإسلامي أو النظام الملكي أو الوحدة الترابية"، والمقصود بذلك مطالب المغرب بشأن الصحراء





# أسر شهداء ومفقودي الصحراء تحتج اليوم أمام المجلس الوطني لحقوق الإنسان

المساء

تحتج اليوم الجمعة أسر شهداء ومفقودي وأسرى الصحراء المغربية أمام مقر المجلس الوطني لحقوق الإنسان تحت شعار «لا للإقصاء الممنهج للملف الحقوقي لأسر شهداء ومفقودي الصحراء المغربية»، مطالبة برفع التهميش عن هذه الأسر وإنصافها، بعدما ذاقت ويلات الإهمال والمعاناة، ولتعويضها عن ماضيها المؤلم، حسب تصريح بعض الأسرى لـ«المساء».

ودعت الجمعية الوطنية لأسر شهداء ومفقودي وأسرى الصحراء المغربية منخرطها إلى المشاركة المكثفة والفاعلة في هذه الوقفة احتجاجا على ما وصفته الجمعية ذاتها بـ«إهمال ولا مبالاة بعض المسؤولين بملفهم المطالبين وبكافة المطالب المشروعة التي تدافع عنها الجمعية».

وحملت الجمعية مسؤولية الواقع الذي تعيش فيه هذه الفئة من المجتمع لكل الجهات المعنية، وعلى رأسها وزارة الداخلية، واصفة وضع أغلب الأسرى بـ«الأساوي»، بعدما فقدت معيبيها، وهو ما يمكن الوقوف عليه لقطع الشك باليقين، ما يتطلب إيلاء اهتمام ورعاية خاصين بها لتعويضها عن أي نقص أو حرمان عرفانا لها بما عانته في وقت كان البلد في أمس الحاجة إليها ولم تخذله، «بينما لم تتلق اليوم سوى الخذلان»، كما قال بعض أفراد هذه الأسر لـ«المساء»، مقابل ما تقدمت به من مطالب اجتماعية بالدرجة الأولى، كحق أسر الشهداء والمفقودين والأسرى في تحفيظ المساكن التي منحها لهم الدولة بدرهم رمزي، وكذا حق أبنائهم في الشغل والحصول على بعض الامتيازات، كالمأذونيات، وعلى الوظائف المباشرة، خاصة بالنسبة إلى الشباب الحاصلين على الشهادات الجامعية وغيرها، نظرا إلى كفاءاتهم وقدراتهم في شغل مجموعة من المناصب، أسوة بأبناء بعض «المحظوظين»، وفق المصادر ذاتها.

وطالبت الجمعية الجهات المسؤولة بالتدخل في هذا الملف بشكل عاجل من أجل امتصاص غضب هذه الفئة وإنصافها وتحسين ظروف عيشها، من قبيل العمل على الرفع من معاشات الأراامل اللواتي يتقاضين رواتب وُصفت بـ«الهزيلة»، والتي لا تكفي حتى لتغطية مصاريف المعيش اليومي للأسرى.

1877-4

## المجلس الوطني لحقوق الإنسان يبلور مذكرة بشأن القانون التنظيمي المتعلق بالمجلس الأعلى للسلطة القضائية (بلاغ)

الرباط 31 يناير 2013 /ومع/ قام المجلس الوطني لحقوق الإنسان ببلورة مذكرة متعلقة بالقانون التنظيمي للمجلس الأعلى للسلطة القضائية بهدف المساهمة في النقاش العمومي المتعلق بإصلاح منظومة العدالة، وذلك طبقاً للاختصاصات الموكولة إليه بموجب الدستور والظهير المحدث له. وتقدم المذكرة مجموعة من المقترحات الهادفة إلى تقوية موقع المجلس الأعلى للسلطة القضائية، في مسار تنظيم العمليات الانتخابية وكذا إلى ضمان تمثيلية منصفة للنساء القاضيات وذلك طبقاً لمقتضيات الدستور في مجال المناصفة. كما يقترح المجلس ضرورة أن يكرس القانون التنظيمي مجموعة من القواعد الضامنة للاستقلالية المالية والإدارية للمجلس الأعلى للسلطة القضائية.

وأوضح بلاغ للمجلس أنه تم إعداد المقترحات المتضمنة في هذه المذكرة، التي اعتمدها المجلس في إطار دورته العادية، بناء على مختلف المرجعيات المعيارية والتصريحية على المستويين الوطني والدولي، خاصة المقترحات الدستورية المتعلقة بالسلطة القضائية<sup>٥</sup> وأوصيات هيئة الإصناف والمصالحة ذات الصلة<sup>٥</sup> والعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية<sup>٥</sup> والمبادئ الأساسية بشأن استقلال السلطة القضائية<sup>٥</sup> و"مبادئ بنغالور" المنظمة للسلوك القضائي<sup>٥</sup> والميثاق الأوربي حول نظام القضاة وكذا مذكرات الجمعيات والمنظمات غير الحكومية الوطنية والدولية المتعلقة بإصلاح العدالة. كما قام المجلس الوطني لحقوق الإنسان بدراسة مقارنة لعدد من النصوص القانونية المنظمة للمجالس العليا للقضاء في عدد من البلدان الديمقراطية المتقدمة (فرنسا، بلجيكا، إسبانيا، رومانيا، بلغاريا).

وبخصوص حقوق وواجبات أعضاء المجلس الأعلى للسلطة القضائية، يقترح المجلس في مذكرته أن يكرس القانون التنظيمي للمجلس الأعلى للسلطة القضائية عددا من حقوق وواجبات الأعضاء لاسمها التنصيص على أن يمارس أعضاء المجلس الأعلى للسلطة القضائية مهامهم باستقلال وتجرد ونزاهة مع الالتزام بالسر المهني والتصريح بكل تنازع للمصالح من شأنه أن يؤثر على قرارات المجلس.

أما بالنسبة للاختصاصات، فتقترح المذكرة تصميم اختصاصات المجلس الأعلى للسلطة القضائية حول خمس وظائف أساسية تهم: تدير المسار المهني للقضاة، والوظيفة الاستشارية، ووظيفة الدراسات، ووظيفة المراقبة والافتحاص والتفتيش، ووضع مدونة أخلاقيات المهنة ونشر الاجتهاد القضائي. ويهدف تقوية الضمانات المتعلقة بتقييم أداء القضاة، يقترح المجلس أن تمنح للقاضي الذي يعتبر أن تقييم نشاطه لم يكن منصفاً إمكانية إحالة طلب على لجنة الترقية. وفي نفس الإطار، تقترح المذكرة أن تمنح للقضاة إمكانية التقييم الذاتي لأدائهم في إطار مقارنة شاملة للتقييم.

وتتناول مذكرة المجلس أيضاً القضايا المتعلقة بالمسطرة التأديبية الخاصة بالقضاة. وفي هذا الصدد، يقترح المجلس الوطني لحقوق الإنسان أن يكرس القانون التنظيمي للمجلس الأعلى للسلطة القضائية العديد من المقترحات الدستورية الخاصة بهذا الباب من قبيل مبدأ مساعدة المجلس الأعلى للسلطة القضائية، في المادة التأديبية، من طرف قضاة مفتشين من ذوي الخبرة، مبدأ اعتبار كل إخلال من القاضي بواجب الاستقلال والتجرد خطأً مهنياً جسيماً وكذا مبدأ إمكانية الطعن بسبب الشطط في استعمال السلطة في المقررات المتعلقة بالوضعيات الفردية الصادرة عن المجلس الأعلى للسلطة القضائية وذلك أمام أعلى هيئة قضائية إدارية بالملكة.

وفي ما يتعلق بتنظيم سير المجلس الأعلى للسلطة القضائية، تقترح المذكرة أن يتألف المجلس من الأجهزة التالية: جمعية عامة تضم كل أعضاء المجلس، ولها صلاحية عامة للتداول في جميع القضايا المتعلقة بمجالات اختصاص المجلس<sup>٥</sup> ومكتب يضم إضافة إلى الرئيس المنتدب للمجلس الأعلى للسلطة القضائية، ثلاثة أعضاء تنتخبهم الجمعية العامة<sup>٥</sup> ولجان دائمة تتولى إعداد مشاريع آراء ومقررات الجمعية العامة، كما تقوم بإنجاز الدراسات والأبحاث المطلوبة من المجلس أو بمبادرة منه<sup>٥</sup> وأمين عام يعينه الرئيس المنتدب من خارج أعضاء المجلس وبناء على موافقة الجمعية<sup>٥</sup> ومفتشية قضائية تتولى مهام تفتيش المحاكم.

أما في ما يتعلق بسير المجلس الأعلى للسلطة القضائية، فإن المجلس الوطني لحقوق الإنسان يتقدم بمقترحين. يتعلق المقترح الأول بعدد دورات المجلس الأعلى للسلطة القضائية التي لا يمكن أن تقل عن دورتين في السنة طبقاً للفصل 116 من الدستور. أما المقترح الثاني فيتعلق بالنظام الداخلي للمجلس، الذي ينبغي أن يصادق عليه من طرف الجمعية العامة للمجلس وأن يعرض، قبل دخوله حيز التنفيذ، على المحكمة الدستورية لفحص مدى مطابقته للدستور وللقانون التنظيمي للمجلس الأعلى للسلطة القضائية.



كما تقترح المذكرة العديد من التدابير الموائمة في مجال تكوين القضاة وكتاب الضبط والمحامين وباقي مهنيي العدالة. ففي ما يتعلق بالمعهد العالي للقضاء، فإن المجلس الوطني لحقوق الإنسان يقترح أن تتم إعادة تشكيل مجلس إدارته لتقوية موقع المجلس الأعلى للسلطة القضائية ضمنه من خلال تحويل الرئيس المنتدب للمجلس الأعلى للسلطة القضائية رئاسة مجلس إدارة المعهد.

وعلى المدى المتوسط، فإن المجلس الوطني لحقوق الإنسان يقترح سيناريوهين يمثل الأول في تقوية مهمة البحث على مستوى المعهد العالي للقضاء لمواكبة الاختصاصات الجديدة التي ستحول إلى المجلس الأعلى للسلطة القضائية. أما السيناريو الثاني فيتمثل في إنشاء معهد الدراسات حول العدالة كبنية للبحث مرتبطة بالمجلس الأعلى للسلطة القضائية.

واعتبارا لخصوصية تكوين كتاب الضبط، يقترح المجلس الوطني لحقوق الإنسان مدرسة وطنية لكتاب الضبط، تقوم بالتكوين الأساسي و المستمر لهذه الفئة، وكذا لموظفي المصالح القضائية المختلفة.

ومن أجل استكمال بناء عرض التكوين المتعلق بالمهن القانونية والقضائية، يقترح المجلس الوطني لحقوق الإنسان أن يتم فتح معاهد مهوية للتكوين بالنسبة للمحامين طبقا لمقتضيات القانون 28.08 المعدل والمتم للقانون المنظم المهنة المحاماة والمرسوم المحدد لشروط إحداثها وتسييرها.

ويقترح المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أيضا إنشاء معهد لمهن العدالة، يتولى تقديم عرض لتكوين باقي فئات مهنيي العدالة، مع نظام للتصديق و الإشهاد مشابه لذلك المنصوص عليه في القانون المنظم المهنة المحاماة.

يذكر أن المجلس الأعلى للسلطة القضائية يحل، بموجب الدستور الجديد، محل المجلس الأعلى للقضاء. وينص الفصل 113 من الوثيقة الدستورية على أن المجلس الأعلى للسلطة القضائية يسهر على تطبيق الضمانات الممنوحة للقضاة، ولا سيما في ما يخص استقلالهم وتعيينهم وترقيتهم وتقاعدهم وتأييدهم، ويضع المجلس الأعلى للسلطة القضائية، بمبادرة منه، تقارير حول وضعية القضاء ومنظومة العدالة، ويصدر التوصيات الملائمة بشأنها. ويصدر أيضا، بطلب من الملك أو الحكومة أو البرلمان، آراء مفصلة حول كل مسألة تتعلق بسير القضاء مع مراعاة مبدأ فصل السلطات. ب/ت/حج/خ ش